



frères des hommes

Economie sociale et solidaire



Dossier thématique trimestriel – septembre 07

*dossier réalisé avec le soutien de la
Direction Générale de la Coopération au Développement*



Economie sociale et solidaire

Alternative au modèle dominant, l'économie sociale et solidaire est avant tout une économie à visage humain. Mais que représente-t-elle et quelles formes prend-elle chez nous et dans d'autres pays comme la Bolivie, le Sénégal, la RDC ?

Table des matières :

pages

L'économie sociale au Nord : quelques repères	3
En quelques mots : l'économie sociale et solidaire au Nord et au Sud.....	11
Bolivie : l'économie sociale et solidaire, alternative au modèle dominant.....	13
Sénégal : l'économie populaire urbaine ou quand la majorité des habitants des villes créent leur économie.....	16
République Démocratique du Congo : L'économie populaire et sociale au quotidien	20
L'atelier Permanent sur l'économie sociale et solidaire	22

L'économie sociale au Nord : quelques repères

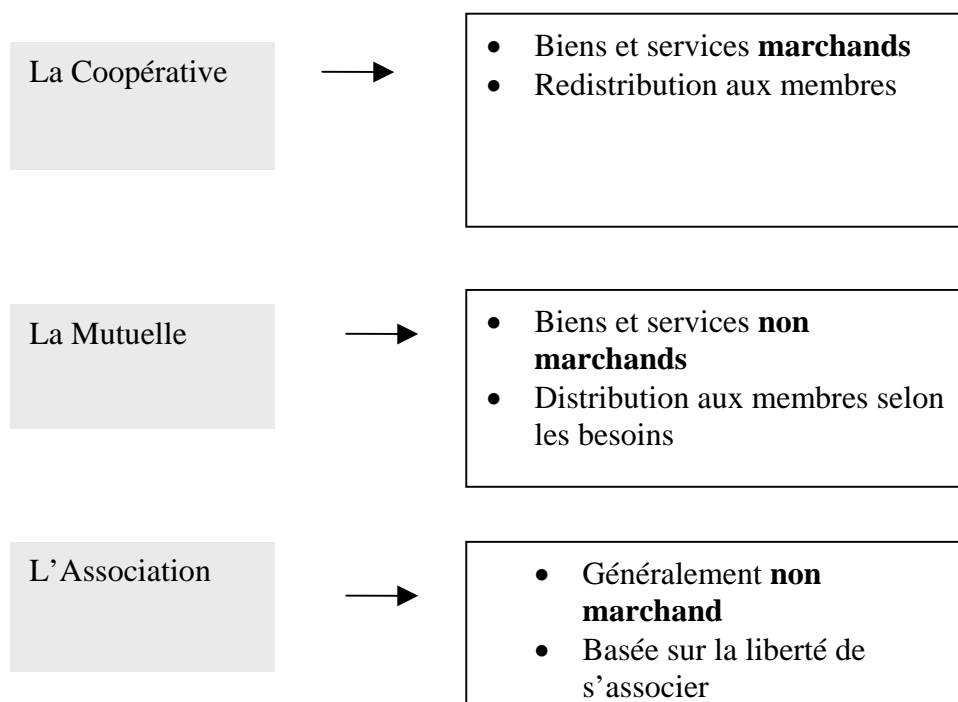
Par Xavier Moser

1. Définitions de l'Economie Sociale (ES) au Nord

L'Economie Sociale peut être approchée de plusieurs manières différentes.

1.1. Trois grandes formes d'organisation

Dans une approche de l'Economie Sociale par le statut de l'organisation en question, trois grandes formes d'organisation se dégagent : la coopérative, la mutuelle et l'association.



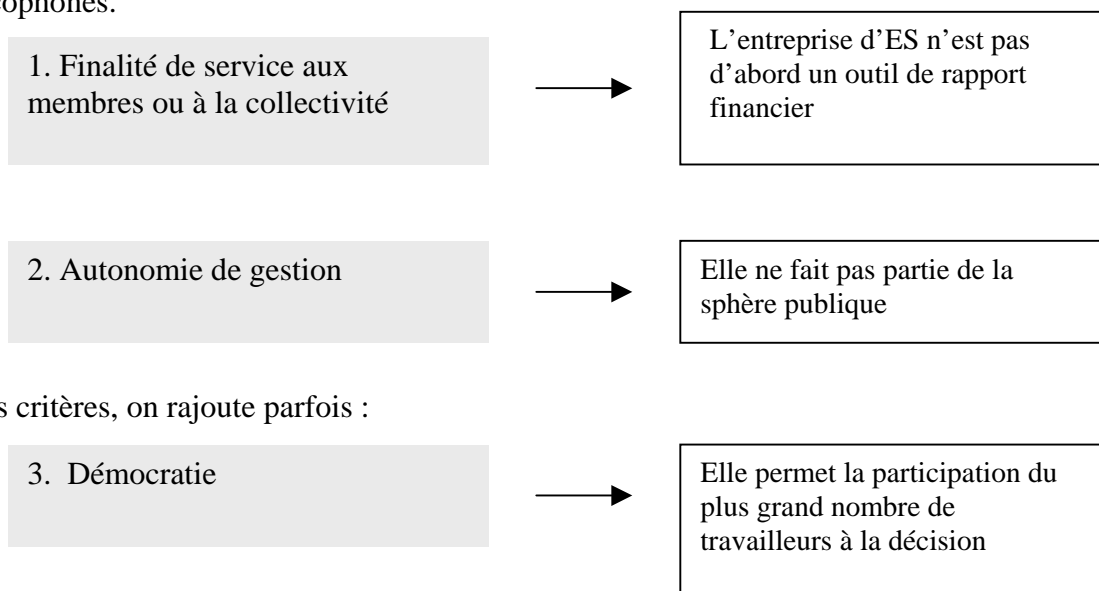
Remarque :

Les frontières entre ces catégories ne sont pas toujours nettes.

Ex : combiner les fonctions d'une coopérative d'épargne et de crédit et celle d'une mutuelle de santé.

1. 2. Quatre critères éthique

Selon une approche éthique, 4 critères se sont imposés – principalement dans les pays francophones.



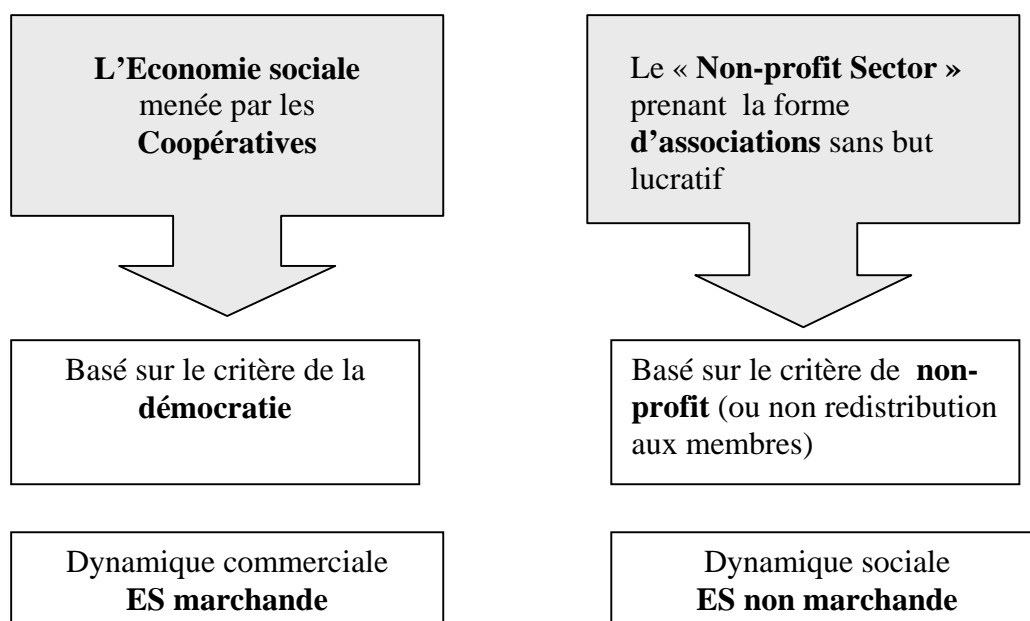
A ces critères, on rajoute parfois :

- L'autonomie de gestion par rapport **au monde économique classique**, et notamment son secteur financier.
- **La participation des travailleurs au capital**, élément par ailleurs bien présent dans la loi sur les sociétés à finalité sociale.
- Le respect d'une **tension salariale "raisonnable"** au sein de l'entreprise d'économie sociale.

1.3. Economie sociale comme « Non-profit Sector » ?

Selon une approche provenant des pays anglo-saxons, la caractéristique principale retenue est **l'absence de profit**. Cette approche exclut les coopératives et ne reprend donc pas le critère de démocratie¹ (dans la gestion, la prise de décision).

Cette nouvelle définition nous permet de définir 2 grands ensembles : d'une part, l'**économie sociale marchande** et d'autre part, l'**économie sociale non marchande**. Selon les pays, l'accent est mis sur l'un ou l'autre domaine.



Remarques :

- **Au Sud**, l'amélioration matérielle des membres est l'objectif majeur. La frontière entre non-marchand et marchand est, par conséquent, moins nette qu'au Nord.
- En Europe, les pays ont pris des orientations plus dans l'un ou l'autre sens :
 - Italie, Portugal, Espagne, Finlande : plutôt **coopératives**
 - Autres pays : **asbl ou apparenté**.
- On emploie parfois le terme d'**Economie Sociale** pour faire référence au mouvement historique des coopératives en Europe et celui de **Non-profit Sector** pour faire référence au monde associatif anglo-saxon.

¹ Les associations anglo-saxonnes sont bien entendu sujettes à d'autres règles : avoir un statut juridique, leurs propres règles et instances de décision, avoir un minimum de participation volontaire etc...

1.4. Conclusion

J. DEFOURNY résume la situation de la sorte:

« Un peu partout dans le monde, on se rend compte qu'un grand nombre de réalités économiques et sociales ne peuvent plus être rangées ni dans le secteur privé, ni dans le secteur public. Aux États-Unis, on parlera de non-profit organisations, en Angleterre de voluntary sector et dans les pays latins d'Economie Sociale. »²

Mais, il existe des **zones communes** entre économie sociale, économie privée et économie publique.

Vouloir confiner l'ES dans **certains domaines bien précis** va en contradiction avec son essence qui touche plus la finalité, la manière de faire et non l'objet de l'activité.

2. L'Economie sociale à la fin du 20^{ième} siècle

Les formes que prend l'ES dans les années '90 découlent en partie de nouvelles fonctions qu'on lui attribue la jugeant plus apte que d'autres grâce à ces qualités de³ :

- Souplesse
- Rapidité
- Créativité
- Responsabilité
- Proximité par rapport aux populations, etc

Ces nouvelles attributions touchent autant les **coopératives** que les **associations** tout en maintenant le clivage.

A côté des **coopératives traditionnelles**, de nouvelles formes apparaissent, surtout sous la forme de **coopératives de travail** (Voir infra).

Quant aux **associations** (sans but lucratif), et spécialement à partir de 1990, elles sont pressées de rechercher la rentabilité. Les fonds vont plutôt aux individus et non plus aux structures, les individus choisissant les prestataires qu'ils désirent.

2.1. Quatre groupes

On pourrait, pour mieux visualiser l'étendue de ce nouveau visage de l'ES dans les années '90, mettre en évidence **4 groupes ou types d'initiatives**, en précisant d'emblée que cette description est loin d'être exhaustive et que des cas « hybrides » sont possibles.

Ces 4 groupes sont :

- **L'insertion et l'intégration au marché du travail**
- **Les mouvements communautaires et populaires**

² J. Defourny « Un troisième secteur », Traverses n°107, mars 96.

³ Cfr Louis FAVREAU dans DEFOURNY et Al. p.241

- **Les services de proximité**
- **Les nouvelles coopératives de production**

2.1.1. L'insertion et l'intégration au marché du travail

A la fin des années '90, on a constitué des entreprises et associations visant à faciliter l'accès au marché du travail d'une population sans emploi et marginalisée. Cela se fait par la formation, la reconversion et l'insertion.

Ces initiatives ont été fortement **subsidées** et soutenues par les pouvoirs publics. Elles permettent en effet en partie de répondre au problème du chômage de masse. Mais inversement, on a parfois reproché une **instrumentalisation** de la part des autorités publiques qui ont tendance à réduire l'ES à cette seule fonction.

2.1.2. Les mouvements communautaires et populaires

Pour ce mouvement surtout représenté dans le monde anglo-saxon, il s'agit de mobiliser les capacités d'habitants de quartiers **sur leur territoire** pour développer des **activités économiques** autour de l'organisation de **services** ou **d'activités de vente de produits**.

Dans ces cas :

- Les producteurs et les usagers appartiennent à la même communauté sur une base territoriale ou sociale.
- Cela peut concerner à la fois des services de proximité, de l'animation ou de la réhabilitation de quartiers urbains déshérités, du développement ou du maintien d'entreprises locales.
- Dans cette catégorie, on trouvera ce qu'on a appelé le Mouvement Communautaire, très développé au Québec, les Community Business en GB (voir encadré) ou les Régies de quartiers en Belgique ou en France.

Le mouvement communautaire (GB,EU et Québec)

En GB, dont l'ES est plus caractérisée par les « associations volontaires », on a vu le développement de Community Enterprises (CE). Une CE est liée à une communauté locale développant donc un fort sentiment d'appartenance sociale et est gérée par ses membres. Bien qu'elle cherche à être rentable comme une entreprise ordinaire, elle poursuit des buts sociaux en vue de promouvoir la communauté. Ainsi, les surplus sont réinvestis dans la communauté. Ces buts peuvent être de fournir de l'emploi local, de vendre des produits locaux ou de répondre à des besoins locaux : services de formation, de conseil.

2.1.3. Les services de proximité

Il s'agit de nouveaux services aux personnes (services sociaux) et à la collectivité (préservation de l'environnement, par exemple) qui sont fortement mobilisateurs de main-d'œuvre. Ils tentent de répondre à de nouveaux problèmes, dus entre autres au changement des modes de vie. Ils se situent à la limite entre le marchand et le non marchand.

Parmi les « **nouveaux problèmes** », on trouve par exemple ⁴ :

- le changement des modes de vie et de consommation,
- l'apparition de fortes concentrations urbanistiques,
- la désertification de certaines zones rurales,
- l'immigration,
- le développement des ghettos des banlieues et de certaines cités.

Comme les services de proximité visent le plus souvent un **public peu solvable**, les initiatives visent dans certains cas à améliorer la solvabilisation de la demande (*grâce à des déductions fiscales ou par un système de « titres-emploi » ou « titres-service »*).

Les **services** visent entre autres⁵ :

- la prise en charge de la petite enfance, de l'enfance, et de l'adolescence,
- la prise en charge des personnes dépendantes (âgées ou non),
- les transports,
- l'environnement,
- le traitement des ordures,
- le logement social et la réhabilitation des quartiers,
- et plus rarement, la prévention, le traitement, la lutte contre la grande pauvreté et l'exclusion.

2.1.4. Les nouvelles coopératives de production

On assiste à un renouvellement du mouvement coopératif au niveau européen, les anciennes mutuelles, banques, pharmacies... faisant place à des **coopératives de travailleurs**. Celles-ci se développent dans des **secteurs d'activités nouveaux** et se basent souvent sur de nouvelles lois.

En général, elles sont centrées sur le **développement local**. Or, seules les entreprises d'ES peuvent donner des « garanties quant à l'enracinement local, la démocratie et de vraies capacités entrepreneuriales » (Favreau).

Elles touchent des domaines où **l'initiative et l'activité individuelles** priment sur les besoins en capitaux et en infrastructures. (*Quasiment absentes de l'agriculture, de l'industrie et du tertiaire susceptible d'être informatisé*).

Ces coopératives de production plus petites se basent sur la tendance générale de l'activité économique à privilégier des **petits projets**.

Elle se veut aussi une **force de transformation** de la société (portée politique).

⁴ « Les services de proximité. quelques perspectives européennes » *Anne-Marie Grozelier*

⁵ Idem

3. Autres motivations de l'Economie Solidaire⁶

Le foisonnement d'initiatives locales découle aussi du **refus de la marchandisation** de l'ensemble de la vie sociale et du manque de débat autour du marché, celui-ci étant présenté comme seule solution.

L'esprit qui caractérisait les premières initiatives d'ES basé sur l'implication des usagers, volontaires, travailleurs n'a pas disparu à la fin du 20ème siècle. La vie associative est réellement un « **nouveau terreau de consciences collectives** partielles ou temporaires »⁷. Pourtant, le but n'est pas non plus de se substituer à l'action étatique.

Toutefois, parmi les nouvelles initiatives, les objectifs divergent parfois :

- Certains cherchent à se démarquer du système dominant avec le but d'**en sortir** réellement
- D'autres entendent **s'y insérer**, mais avec plus d'éthique.

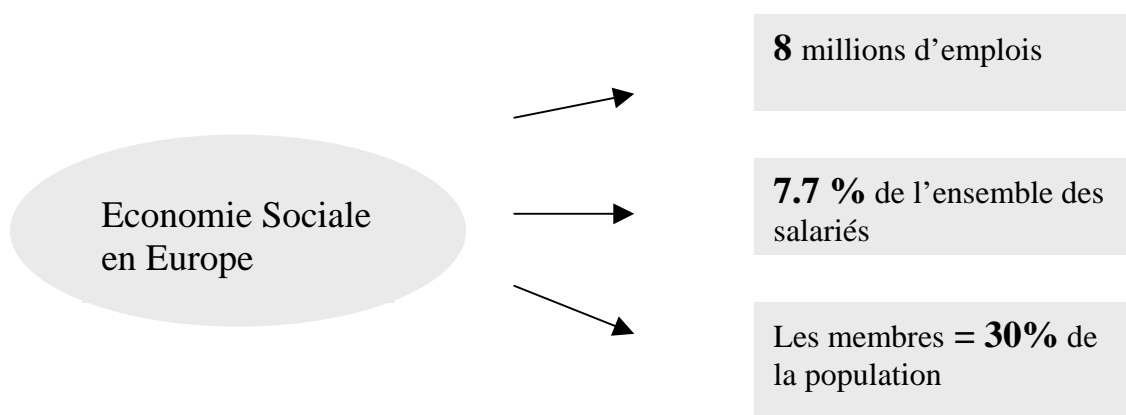
4. Economie sociale et emploi salarié⁸

Face aux initiatives d'ES qui se développent au Nord, on est en droit de se poser certaines questions quant à **sa portée à plus long terme** :

- Les initiatives d'ES ont-elles une réelle influence sur l'emploi ou cela reste-il négligeable ?
- Constituent-elles une **piste réelle** pour renouveler et consolider l'emploi en général ?

4.1. Quelques statistiques

Au niveau européen une *estimation* de l'ensemble des personnes concernées par le monde de l'économie sociale dénombre⁹ :

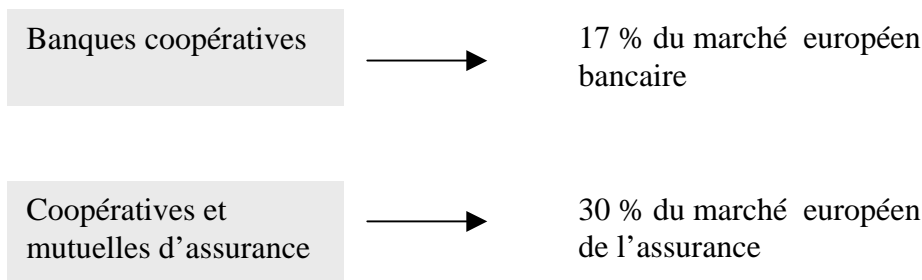


⁶ Le terme « économie solidaire » dans certains cas désigne ce qu'on a appelé la nouvelle économie sociale.

⁷ DEFOURNY et al. p.49

⁸ Inspiré de Demoustier et Pezzini « Economie sociale et création d'emplois dans les pays occidentaux », dans Defourny et al. , p. 123 ;

⁹ Source : Ciriec 1999 cité par Jean-Louis Laville dans Regards d'Europe « Il règne une conception tronquée de l'économie », Revue Politis Nov. 2003, page 14.



Au niveau de **l'évolution**, les chiffres dénotent une augmentation des proportions en faveur des emplois de type « économie sociale ». Par exemple, en France et en Allemagne, dans la décennie 1980, l'ES représentait **13 %** du total des créations d'emploi.

En ce qui concerne la Belgique, il est difficile d'obtenir des statistiques précises sur l'ES. Mais certaines sources¹⁰ indiquent qu'elle représente environ 80.000 emplois en Wallonie et 255.000 dans l'ensemble du pays.

4.2. Conception du travail

Une critique faite entre autres par les syndicats à l'encontre de l'ES est qu'elle **augmente la dérégulation du marché**. Qu'en est-il?

C'est vrai qu'on met souvent en avant la **flexibilité** du secteur de l'ES. On sait que l'Etat soutient les organisations sociales dont les activités s'inscrivent dans le cadre de programmes d'aide à l'emploi. Ceux-ci n'augmentent-ils pas le nombre de **statuts précaires** parmi les travailleurs tout en les justifiant?

Il faut rappeler tout d'abord que l'ES met **le travail en avant** par rapport au capital :

- Le travail y est considéré comme une **ressource** plutôt que comme une « charge » comme dans l'économie dominante.
- La **formation** des travailleurs occupe une grande place (l'ES permet à plusieurs personnes de se professionnaliser).
- Face à une diminution des activités, l'ES va plutôt favoriser la **réduction du temps de travail** que la mise à la porte.

De plus, on notera une **action positive sur l'emploi** :

L'ES répond mieux à la tendance actuelle de

- privilégier les **projets de petite envergure**
- répondre aux besoins et aux volontés des **communautés locales**
-

Or, les entreprises d'ES offrent une garantie

- d'**enracinement local**
- de **développement démocratique**
- tout en développant de vraies **capacités entrepreneuriales**

¹⁰ www.febisp.be

Enfin, l'ES permet l'émergence, petit à petit, d'un **nouveau rapport à l'emploi**¹¹.

En promouvant :

- Une **relation collective** au marché du travail (groupes de recherche d'emploi...)
- L'association entre **usagers et producteurs** (coopératives sociales, services à domicile...)
- L'association des **revenus sociaux** (subsidés) et des **revenus économiques**
- Le regroupement d'**horaires de travail** (emplois partagés)
- De nouveaux contrats (ex : statut de co-entrepreneur assurant flexibilité et sécurité de revenu...)
- Etc.

¹¹ Voir Defourny et al. p.139.

En quelques mots : L'économie sociale et solidaire (ESS) au Nord et au Sud

Par Marie Fontaine

L'économie sociale et solidaire

- est une nouvelle façon de penser et de vivre l'économique (mais aussi le social, le politique et le culturel)
- s'envisage de manière articulée à l'ensemble de la société
- a une dimension collective et territoriale
- est caractérisée par l'innovation et l'interpellation
- vise des changements structurels globaux
...et ceci peut s'envisager tant au Nord qu'au Sud !

Tant au Nord qu'au Sud, les définitions et les noms de cette « autre économie » varient.

- **Au Nord**, on parle d'économie sociale et, plus récemment, d'économie solidaire, mais aussi de tiers secteur, « non profit sector »...
- **Au Sud**, on parle d'économie populaire, solidaire, informelle ...

Malgré les différences de définitions et de contexte, certains principes et valeurs se retrouvent partout

« L'économie solidaire est évidemment liée à l'économie populaire (...) de même qu'avec l'économie sociale (...) Mais l'économie solidaire cherche à aller plus loin. Oui, il faut partir du peuple (...) mais il faut impliquer l'Etat et le secteur privé. Bref, il faut impliquer l'ensemble de l'économie. En ce sens, le projet de l'économie solidaire ne se présente pas comme une île à part ou comme un secteur de plus de l'économie mondiale, mais plutôt comme une stratégie invitant l'ensemble des secteurs économiques et sociaux d'un pays, et même à l'échelle internationale, à bâtir une économie nouvelle ».
Humberto Ortiz

Economie sociale et solidaire : différences entre le Nord et le Sud

NORD

Une voie parmi d'autres

Social

« Réparer » : insertion

Appui individuel

Bénéficiaires

Reconnue

Subsidiée

Cadre strict

SUD

Une question de survie (obligation)

Politique

« Prévenir » : interpellation

Action collective

Acteurs sociaux

Non reconnue

Auto-financement

Innovation

Rentabilité de l'ESS

Au Nord :

- Rentabilité : pas exigée (parfois pas souhaitée)
- Insertion : coûteux et non rentable
- Subventions à dépendance des bailleurs de fonds

Au Sud :

- Rentabilité : exigée
- Economie populaire : question de survie
- Pas de subvention à recherche d'autofinancement

Problèmes et avantages de l'ESS

Relation ESS – Etat

Au Nord : tension entre autonomie et reconnaissance

- reconnaissance et soutien financier

MAIS

- lourdeur administrative
- perte du lien avec le territoire
- perte de la capacité d'innovation (cadre strict)

Au Sud : absence d'Etat et précarisation de l'ESS

- pas de reconnaissance ni de soutien financier

MAIS

- capacité d'innovation, d'auto-financement (autonomie)
MAIS par nécessité!

Au Nord et au Sud : Déresponsabilisation de l'Etat

Les acteurs sociaux se prennent en charge eux-mêmes

DONC, l'Etat n'a plus besoin d'assurer ce rôle! (qui lui incombe pourtant)

Bolivie : l'économie sociale et solidaire, alternative au modèle néolibéral dominant

Propos recueillis par Milena Merlino

Partenaire de longue date de Frères des Hommes, le CIOEC ou Coordination des organisations économiques paysannes est devenu un interlocuteur important sur la scène bolivienne. Présent aux côtés de plus de 600 de ces organisations et de centaines de milliers de familles paysannes, il est aussi un ardent défenseur de l'économie sociale et solidaire. Conversation avec Maria Julia Jimenez Coordinatrice de projets au sein du CIOEC.

1. En quoi l'économie sociale et solidaire constitue-t-elle une alternative au modèle libéral ?

Les paysans et nous-mêmes avons cherché une « autre façon » de nous en sortir et nous avons opté pour l'économie solidaire qui implique une organisation et un travail communs pour accéder au marché. Les faits nous ont montré que, si nous nous organisons ensemble, notre présence sur le marché s'en trouve renforcée, tout en replaçant l'être humain (au lieu du capital) au centre de l'économie. Bien entendu, les paysans veulent générer des revenus, ils veulent gagner de l'argent, pouvoir faire vivre leur famille. Toutefois, si cet objectif économique existe, il est lié à un objectif social. Il est important qu'il y ait un juste équilibre entre objectif social et objectif économique, un équilibre entre le bien-être social et le bien-être économique. En outre, ce modèle permet aux paysans de retrouver confiance en eux. Certes, il n'est pas facile de résister au modèle néolibéral dominant, mais nous constatons que l'économie sociale gagne du terrain au niveau local, sur le plan de la micro-économie.

2. De quelle manière les organisations économiques paysannes (qui s'inscrivent dans le secteur de l'économie sociale) participent au développement local ?

La participation au développement local est un aspect très important. En fin de compte, les paysans sont « marqués » par leur environnement. Dans le monde capitaliste et néolibéral, le marché indique dans quel créneau quelqu'un peut s'insérer. Si une personne commence à produire des chaussures et que son commerceériclite, elle peut changer d'orientation et se mettre à produire des clous, par exemple ! Mais dans le monde paysan, la situation est différente : c'est la terre qui détermine les possibilités. Si un paysan vit en altitude, là où l'on peut seulement cultiver de la pomme de terre, il doit trouver une façon de vivre de ce produit parce qu'il ne peut pas changer l'ordre des choses. Nous avons vu cette différence lorsque le prix du café a chuté il y a quelques années : là où les entrepreneurs ferment boutique et s'en vont pour se lancer dans une activité, les paysans, eux, restent. Il existe donc une relation très étroite et forte entre le paysan et la terre ; et c'est précisément par cet aspect aussi que l'économie sociale participe au développement local.

3. Un des objectifs du CIOEC est d'aider les organisations économiques paysannes à unir leurs forces. Y parvient-il ?

Oui, je le crois car en 15 ans, nous avons permis une meilleure visibilité du travail des organisations économiques paysannes. Bien sûr, des améliorations sont encore nécessaires,

nous n'avons pas encore toute la force que nous espérons. Mais on peut dire que ces organisations sont perçues par la société comme de véritables acteurs. Elles-mêmes s'identifient à l'économie solidaire à travers ce qu'elles font et vivent. Elles pratiquent l'autogestion. Nous constatons parfois soudain que des organisations que nous ne connaissions pas émergent spontanément, qu'elles se développent et qu'elles pratiquent l'autogestion. Elles savent que leur objectif est l'économie solidaire. Cela signifie que notre message est allé bien au-delà de ce que nous pensions.

4. Qu'en est-il des mécanismes de participation au sein des organisations économiques paysannes ?

Les mécanismes de participation sont une caractéristique importante des organisations économiques paysannes. Nous concevons l'autogestion comme une participation qui génère la confiance et qui permet un contrôle social. Si nous observons l'histoire de la Bolivie et de l'Amérique latine en général, nous voyons que le chemin est semé de frustrations, de duperies et tout cela a entraîné une méfiance chez le paysan. Par conséquent, la participation et l'accès à l'information sont importantes pour regagner cette confiance vis-à-vis du processus en cours ou des compagnons de travail. Pour cela, le paysan doit pouvoir voir, participer, être informé. S'il reçoit cette information, s'il peut exprimer son opinion, cela génère un sentiment de confiance en lui et les choses peuvent donc progresser. Au sein des organisations elles-mêmes, la première chose à faire est de briser cette méfiance que ressent spontanément le paysan. Cela peut se faire par le biais d'une participation élargie. Au CIOEC, nous considérons que pour éviter les erreurs et déviations, il est important de sortir des schémas assistencialistes. Ainsi, nous veillons à ce que les organisations soient actives, qu'elles aient une vie propre, qu'elles tiennent des assemblées annuelles, que l'information circule bien. Pour nous, il s'agit là de garanties permettant un bon fonctionnement de l'organisation paysanne. Un tel résultat est obtenu grâce aux mécanismes de participation.

5. Les organisations économiques paysannes bénéficient-elles d'un meilleur soutien depuis l'accession d'Evo Morales au pouvoir ?

Avec le nouveau gouvernement, il est évident que diverses choses ont changé. La population est davantage écoutée, de nouveaux changements ont lieu afin de renverser certaines structures du modèle néolibéral. Nous sommes contents car c'était notre pari. Nous partageons de nombreuses visions avec ce gouvernement, surtout au niveau macro-économique. Au niveau micro-économique, toutefois, le nouveau gouvernement n'a pas encore compris la dynamique rurale. Il a donc commencé par faire l'erreur que beaucoup d'autres gouvernements ont faite, à savoir lancer des nouveaux projets sans partir de ce qui existe. On parle beaucoup du nouveau plan de développement des entreprises communautaires. Mais on ne sait pas encore qui sera l'acteur de ce plan. Un flou subsiste : s'agit-il d'organisations existantes ou de nouvelles structures que le gouvernement veut créer ? Nous sommes disposés à assumer ce rôle, mais nous n'avons pas encore eu de signal de la part du pouvoir, ni de sa volonté de se fonder sur le mouvement alternatif déjà en place. Il y a même davantage de signes montrant que l'on veut expérimenter et mettre en place de nouvelles choses. Il pourrait donc bien y avoir un problème en ce sens, sur le plan micro-économique, une sorte de confusion. Beaucoup d'ateliers et de rencontres sont organisés en ce moment pour définir ce que sont les entreprises communautaires. Les perceptions sont différentes, il n'existe pas d'idée vraiment homogène sur la question. Cet aspect devra être clarifié dans le futur.

6. Le CIOEC a beaucoup travaillé par le passé sur l'élaboration d'un cadre juridique pour l'économie solidaire. Quels sont les progrès réalisés en la matière ?

Nous avons abordé la question de différentes façons. Dans un premier temps, nous avons demandé que soit élaborée une loi concernant les organisations économiques paysannes, un texte qui puisse être une sorte d'avant-projet de loi de l'économie solidaire. L'objectif est de reconnaître les activités économiques organisées, non celles mises en place dans un but lucratif, mais plutôt dans un esprit solidaire ; des activités qui soient basées non pas sur le capital, mais bien sur le travail. Il y a des avancées, bien que la loi n'ait pas été approuvée encore. Le processus est très lent. La Bolivie dispose toutefois d'un espace qui est en voie de construction : la nouvelle constitution. Nous y avons également beaucoup travaillé, en faisant en sorte que l'économie solidaire et les économies alternatives y apparaissent. Nous voulons que cette nouvelle constitution reconnaisse les différents types d'économie. Les choses sont en chemin.

7. On dit qu'il existe une culture du travail communautaire en Bolivie. L'économie sociale aurait donc une base culturelle en quelque sorte. Qu'en penses-tu ?

Je crois très certainement que les gens s'organisent parce que cela répond à leur nature profonde, à une culture solidaire. Toutefois, il existe un problème à l'heure actuelle qui est en lien direct avec ce que je viens de mentionner concernant les visions du gouvernement qui se base strictement sur l'aspect culturel pour développer le nouveau modèle économique. S'organiser doit rester un acte volontaire. Les nouvelles visions du gouvernement portent à se fonder sur les aspects culturels, mais la volonté est que l'on s'organise à partir de la communauté de façon obligatoire. Il souhaiterait que toute la communauté entre dans un processus économique, crée cette entreprise communautaire, que tous travaillent de la même façon. Quant à nous, nous pensons que l'organisation doit s'élaborer sur une base volontaire. S'associe qui veut, selon nous. Nous pensons que ce caractère obligatoire présente des obstacles. Nos visions sont différentes. Ce point devra également faire l'objet de clarifications.

8. Souhaites-tu ajouter autre chose ?

Je voudrais souligner que le CIOEC travaille un thème qui est ressorti du premier Forum Social Mondial. L'économie solidaire est une pratique qui ne répond pas à une théorie. Il existe de nombreuses pratiques différentes si l'on compare la situation en Belgique, en France, en Bolivie ou au Brésil. En fait, bien qu'elles soient différentes (parce qu'elles partent de réalités différentes), elles ont toutes pour objectif de remettre l'homme au centre de l'économie. Je crois que nous avons ramené cet enseignement du Forum Social Mondial et que nous l'appliquons en profondeur ici, au sein du CIOEC.

Sénégal : **L'économie populaire urbaine** **ou quand la majorité des habitants des villes créent leur** **économie**

Par Mamadou Ndiaye et Moussa Diop (Graf Intermondes, Sénégal)

Contexte de développement de l'économie populaire urbaine

Les crises agricoles récurrentes qui affectent les campagnes font des villes en Afrique des pôles d'attraction. Les villages se dépeuplent au profit des villes qui concentrent l'essentiel des ressources, des emplois et des services. Dans quelques années, la majorité de la population africaine habitera en zone urbaine. Pourtant, les conditions de vie y sont de plus en plus difficiles pour un grand nombre de personnes. A la suite des politiques de privatisation, l'accès aux services de base relève souvent de l'exploit. La majorité de la population se trouvant en ville ne peut accéder à un emploi salarié, faute d'entreprises viables. La rentabilité des entreprises publiques et privées est rudement mise à l'épreuve par un contexte international concurrentiel. L'adéquation entre formation et emploi se pose avec acuité, en ce sens qu'avec l'exode rural, de nombreux jeunes arrivent en ville sans formation professionnelle. Les rares jeunes formés ont la tête pleine, mais sont peu opérationnels dans le monde de l'entreprise. Le milieu urbain devient ainsi favorable à la créativité et à l'innovation socio-économique qui font que le modèle dominant est moins prégnant.

Pendant longtemps, on a cru en Afrique que le développement des villes irait de pair avec la création d'emplois salariés. Les faits démontrent le contraire. Sous l'effet de la concurrence sauvage, des usines ferment, laissant un grand nombre de personnes sans travail. Jusqu'alors, la ville était le lieu privilégié des emplois spécialisés. Cette époque est maintenant révolue, remplacée par l'ère de la « débrouille ». Les « sans diplômes » s'en tirent mieux que les grands « spécialistes ».

Les villes présentent ainsi un éventail quasi complet des situations d'exclusion, accompagné des mécanismes qui les engendrent et des effets qui en découlent. On y voit des lieux où naissent et grandissent les grandes pauvretés. La « pauvreté » est sans doute réelle quand il y a absence ou rareté de biens qui assurent la vie physique des individus. Mais en suivant cette logique, les idéologies dominantes ont validé une conception purement économique de la pauvreté. Depuis quelques années, le concept de pauvreté est questionné et les organismes internationaux utilisent avec raison d'autres critères pour mieux l'aborder.

L'appauvrissement recouvre une réalité plus large que la situation de pauvreté économique. Lorsque nous disons que quelqu'un s'appauvrit, nous pouvons envisager son statut économique, mais plus encore, son statut d'homme ou de femme, ses compétences, ses qualités humaines, ses capacités de relation qui s'amenuisent à la suite de facteurs fort variables selon les cultures. La véritable pauvreté réside autant dans cette dégradation que dans l'érosion d'un pouvoir d'achat.

La ville favorise des situations de précarité économique et sociale auxquelles les populations apportent des réponses. En parcourant les villes africaines, on est frappé par la diversité des

initiatives économiques individuelles ou collectives, de l'énergie débordante et de la créativité des jeunes et des femmes qui n'ont d'autres choix que de créer eux-mêmes leur propre emploi en valorisant les ressources qui sont à leur portée. Ici, le formalisme et les procédures, si chers aux administrations, ne sont pas au rendez-vous. Les politiques publiques de protection sociale sont en balbutiement, pas de revenu minimum d'insertion, ni d'allocation chômage, encore moins d'emploi réservé. Les populations ont des besoins pressants auxquels elles apportent elles-mêmes des réponses (se loger, se nourrir, se soigner...). Elles y parviennent tant bien que mal en mettant à profit le laisser-faire favorisé par les pouvoirs publics qui n'ont pas d'autres alternatives. C'est en cela que l'économie populaire urbaine est la manifestation d'un statu quo politique mettant face à face un Etat incapable d'organiser et de gérer son économie et une population entreprenante.

L'économie sociale populaire urbaine est-elle une fille du système capitaliste ou bien lui a-t-elle servi de base arrière pour renforcer son ancrage social ?

Cette question, pour pertinente qu'elle soit, n'occulte en rien le constat selon lequel la crise, sinon les limites de l'économie accumulative de richesse pour une minorité, fait le lit du développement du secteur prosaïquement qualifié d'informel car s'émancipant des schémas économiques traditionnels caractérisés par la rigidité des procédures.

Le processus d'émergence d'une économie « redistributive » bâtie sur les principes de l'entraide et de la solidarité a pour terreau les capacités d'innovation des groupes dans la recherche d'un mieux-être économique au bénéfice du plus grand nombre.

L'économie populaire urbaine constitue un secteur-clé dans le développement du Sénégal. Selon les statistiques disponibles, elle représente 60% du produit intérieur. La vitalité de secteur, voire son leadership dans l'échiquier du développement économique et social, est évidente.

Les avantages du secteur

L'économie populaire urbaine ouvre des perspectives d'insertion assez larges. Elle n'est pas élitiste et encore moins sélective. Il y a de la place pour tous les profils. Y figurent celui qui nettoie le poisson sur la plage, le porteur de marchandises, le fabricant de marmites, le récupérateur, le recycleur, le vendeur de pièces détachées, de matériels divers neufs, de seconde main ou de tissus.... L'imagination fertile, la créativité des personnes et des groupes structurent son environnement et définissent ses contours. L'esprit d'innovation des acteurs oriente sa dynamique itérative. Beaucoup de petits métiers ne nécessitant pas beaucoup d'investissement (comme la recharge de briquets, les restaurants de rue, les unités artisanales de transformation de fruits et légumes ou autres services) permettent à de multiples personnes de se faire de nouvelles vocations économiques et de tirer leur épingle du jeu. Les nouveaux créneaux d'insertion socioéconomiques que présente le secteur dit « informel » le rendent attractif. L'économie populaire urbaine est caractérisée par sa flexibilité qui accorde une grande place à la dimension sociale. Elle absorbe ainsi une importante main-d'œuvre qualifiée ou non. Elle porte fièrement son statut de premier employeur du pays. Elle est sans conteste un important rempart dans la lutte contre la pauvreté.

➤ *Un créneau pour l'auto-apprentissage et l'apprentissage*

De nombreux jeunes ou femmes qui n'ont pas eu la possibilité de fréquenter les centres de formation professionnelle parviennent à acquérir un niveau de qualification technique et exercent, dans le secteur de l'économie populaire urbaine, leurs capacités à entreprendre.

➤ *Des services de qualité et de proximité*

L'économie populaire urbaine contribue à la régulation sociale et économique en permettant aux populations qui disposent de revenus moindres d'accéder à des services de qualité à des coûts supportables. Un système de tarification sociale à visage humain à la portée du plus grand nombre facilite l'accessibilité des produits offerts et stimule les capacités de consommation du plus grand nombre. Le développement des mutuelles de santé, des institutions de micro finance atteste de la vitalité de l'économie populaire urbaine.

Les marchés hebdomadaires, les marchands ambulants et autres services mettant en avant la proximité sont autant de facteurs de socialisation qui fidélisent et mobilisent l'intérêt des populations pour les offres du secteur qui suit la demande des consommateurs et s'y adapte.

Dans le domaine des technologies de l'information et de la consommation, notamment des cyber espaces et de la téléphonie, grâce à l'économie populaire, les régions les plus isolées du pays bénéficient de services de qualité.

A cause de ses capacités de réponses rapides face à la demande et d'innovation dans la diversification de ses produits, l'économie populaire anticipe les besoins des populations sinon les influence.

➤ *Un réseau national et international bien articulé*

La connection du secteur informel avec les milieux d'affaires dans différents pays donne aux acteurs la possibilité de disposer de marchandises diverses qui vont de la haute technologie, aux jouets, à l'habillement, aux produits alimentaires...

Les avatars de l'économie populaire urbaine

L'absence de normes ou d'un minimum de règles est la porte ouverte à diverses pratiques peu respectueuses de la justice sociale. Il y a une forte circulation de l'argent, mais les rémunérations sont sans commune mesure avec les normes salariales. Dans le secteur de l'économie populaire urbaine, on trouve un nombre important d'enfants travailleurs qui exercent une activité dans des conditions difficiles pour des rémunérations très modiques. Selon le Directeur de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée ENEA, la pratique de la corruption est plus développée dans le secteur de l'économie populaire. Il faut noter que la plupart des entreprises installées dans le secteur informel ne paient pas d'impôts et rusent avec la réglementation en vigueur.

L'économie populaire urbaine : rempart contre les vulnérabilités sociales

Les femmes et les jeunes constituent les couches les plus vulnérables qui vivent les contrecoups des rigueurs économiques du moment. Souvent sans qualifications professionnelles ou analphabètes, ils ont d'énormes difficultés à s'insérer dans le tissu

économique formel qui exige des capacités professionnelles attestées par un diplôme. Ils trouvent dans les marchés, les gares routières, les plages, les coins de rue ou dans les marchés hebdomadaires des espaces où ils peuvent exercer leur créativité en expérimentant des activités génératrices de revenus.

L'intervention de Enda Graf

Divers programmes ont été mis en place au profit des acteurs de l'économie sociale populaire. Enda Graf a favorisé la création de mutuelles d'épargne et de crédit pour faciliter les initiatives économiques individuelles et collectives d'auto-développement. Un réseau de 35 caisses d'épargne et de crédit autogérées par les acteurs populaires mobilise des milliers de femmes et de jeunes qui s'activent dans le secteur, ce qui a permis l'émergence de près de 457 entreprises d'économie sociale.

Pour faciliter l'accès des familles aux soins en cas de maladie, à des coûts soutenables, Enda Graf a facilité la mise en place de mutuelles de santé. Il s'agit de micro-assurances qui permettent aux acteurs de l'économie populaire urbaine « exclus » du système de sécurité sociale formelle de bénéficier d'une protection sociale.

Comme on le voit, l'économie populaire dans la grande diversité d'activités qu'elle offre est une réponse que les populations africaines défavorisées apportent face à la précarité. Expression de grande créativité et ingéniosité, elle est aussi une économie à visage humain. Une économie d'une étonnante vitalité.

République Démocratique du Congo : L'économie populaire et sociale au quotidien

Propos recueillis par Cecilia Díaz

Quand les structures et les infrastructures s'effondrent, l'économie populaire (ou informelle) reste l'une des seules sources de revenus pour les populations du Sud. Développement de petits commerces de vêtements, d'objets artisanaux, services de coiffure,...la variété est de mise en la matière et dépend des compétences de chacun et chacune. C'est précisément ce type d'activités que soutient Frères des Hommes en République Démocratique du Congo (RDC) et en particulier dans le Sud Kivu, une région fortement éprouvée par les guerres, les violences et les destructions ces dernières années. Mais concrètement, comment ces activités s'organisent-elles ? Zita Kavungirwa qui a été coordinatrice de l'APEF explique...

Pourrais-tu décrire la pratique de l'économie populaire et sociale de l'APEF ?

Zita Kavungirwa (ZK) : Il s'agit d'une économie populaire par le biais de laquelle les femmes tentent de s'organiser pour trouver un revenu. Par exemple, aux endroits où se rassemble la population, elles vont créer une petite restauration, proposer des services de coiffeuse... Comme elles n'ont pas confiance dans les institutions financières officielles, d'ailleurs quasi inexistantes, elles ont trouvé un système d'épargne concret qui n'utilise pas directement l'argent liquide. Par exemple, à Baghira, une femme achète un sac de 25 kg de chaussures de seconde main dont elle extrait une ou deux paires parmi les meilleures et elle les conserve. Elle vend le reste et son bénéfice assure les besoins du ménage. Après avoir acheté un certain nombre de sacs, elle aura constitué une sorte d'épargne, grâce aux chaussures sélectionnées qu'elle pourra revendre plus tard à meilleur prix et renflouer ainsi son capital. C'est aussi une économie solidaire car les femmes ne travaillent pas de manière isolée, mais se soutiennent l'une l'autre par des conseils, l'échange d'informations, la constitution d'une épargne en groupe... L'APEF a encouragé ces deux aspects. Elle a incité les femmes à adopter un système plus fiable et qui permette l'épargne. La politique de crédit de l'APEF en témoigne : les femmes remboursent le crédit, mais parallèlement, elles remboursent une partie du capital chaque mois. De cette façon, l'APEF peut récupérer de quoi allouer d'autres crédits. La solidarité est née des coutumes de la population, au sein de la communauté, mais aussi en fonction des groupements par quartiers, des groupes religieux ou professionnels. Cette solidarité permet l'entraide en cas de maladies, deuil, mariage... L'APEF a encouragé la permanence de cette solidarité.

Comment tout cela est-il expliqué aux femmes ?

ZK : Par une mise en scène théâtrale des événements de la vie courante qui débouche sur une analyse, ensemble, des situations présentées. C'est un apprentissage concret qui est mieux compris. On a aussi recours aux témoignages de certaines femmes qui soulignent aussi bien les côtés positifs que négatifs de leurs expériences. Certaines expériences négatives vécues par les femmes sont aussi évoquées. Les femmes ont confiance en ces témoignages car elles se connaissent et ont donc vu évoluer les situations. L'APEF apporte une sensibilisation et une formation à l'épargne. On part d'exemples concrets : celle qui a épargné et celle qui ne l'a

pas fait et on souligne l'importance de l'épargne lors d'activités comme la maladie ou le deuil, ou encore pour faire le « pont » entre un premier et un deuxième crédits.

Les femmes parlent-elles facilement de leurs problèmes ?

ZK : Une fois les solutions trouvées, les femmes sont fières et témoignent volontiers. Sans solution, il est plus difficile d'en parler. Au début, les femmes exposaient leurs problèmes aux animatrices. Désormais, elles les exposent devant tout le monde. Elles considèrent aussi leur association comme un lieu d'expression.

Les femmes ont donc créé un système d'économie populaire face aux difficultés. Que se passera-t-il en cas de normalisation de la vie en RDC ?

ZK : A ce moment-là, peut-être ouvriront-elles des comptes à la coopérative d'épargne ou dans des banques. Elles pourraient alors bénéficier de crédits plus diversifiés : comme par exemple, un crédit pour un projet social concernant les frais de voyage d'un enfant pour aller à l'université ou la construction d'une maison.

Les unités de savonnerie et de teinturerie où travaillent les femmes ne sont-elles pas en compétition ?

Zita : Non, car les productions sont encore peu importantes. Nous allons travailler sur la quantité et sur la qualité de production pour bien nous adapter au marché plutôt que de multiplier les unités. Nous pensons aussi à la nécessité d'avoir un lieu de vente où l'on puisse acheter les produits de l'APEF, en tout cas pour les savons et la teinturerie, comme un hangar par exemple.

L'objectif final est de créer des pôles d'achat et peut-être des coopératives. Cela amène à une autre forme d'économie, différente de celle où chacun développe son propre commerce. En parlez-vous ensemble ?

Certaines femmes en font elles-mêmes la demande.

L'Atelier Permanent sur l'Economie Sociale et Solidaire

Par Xavier Moser et Cecilia Díaz

Moment privilégié de construction conjointe, l'Atelier Permanent (AP) est une véritable expression de la conception du partenariat de Frères des Hommes Europe. Ses partenaires se rassemblent autour de cette dynamique afin de mener une réflexion approfondie sur l'économie sociale et l'alternative que celle-ci peut représenter pour le développement équitable. Cette rencontre se réalise tous les deux/trois ans – jusqu'à présent exclusivement en Amérique Latine.

L'Atelier Permanent se conçoit comme un espace :

- de formation, d'information, de réflexion, d'orientation,
- politique (notamment par son articulation avec d'autres réseaux, son positionnement dans le Forum Social Mondial)
- entre organisations du Sud de la planète (échanges Sud-Sud) mais aussi entre et avec des organisations du Nord (rencontres Sud-Nord)
- à partir des pratiques de ses membres (les méthodologies de travail, les réussites et les échecs...)
- à partir de l'analyse des réalités locales, nationales et internationales.

L'objectif est donc de créer des liens de solidarité (Sud/Sud et Nord/Sud) et que chaque ONG et chaque association sortent renforcées dans son travail, par l'expérience des autres.

Origine de l'Atelier Permanent

L'AP a été créé à partir de certains constats et besoins :

- L'importance croissante de l'économie populaire urbaine en Amérique latine et la demande sociale qu'elle entraîne posent la question : *Comment répondre à cette demande?*
- Les différentes organisations ont ressenti le besoin de clarifier leur travail et de partager leurs visions et leurs pratiques concernant ce sujet, vu le peu d'espaces de partage et de recherche de stratégies d'actions en commun. En effet, il est assez fréquent que les différentes ONG et associations travaillent parallèlement les mêmes questions.
- La situation de l'exclusion et du chômage en Europe implique à la fois un besoin et un défi sur les *liens à rechercher* entre les acteurs concernés des deux continents.

En pratique : deux moments forts de la dynamique « Atelier Permanent »

1. Les rencontres

5 rencontres d'une durée d'une semaine environ ont déjà eu lieu en Amérique latine : Pérou (1995), Chili (1997), Brésil (1999), Mexique (2002), Pérou (2004)

En ce qui concerne la dimension Nord-Sud, c'est petit à petit que la nécessité d'adjoindre des organisations du Nord s'est fait sentir.

2. Les stages

5 stages entre organisations latino-américaines ont été réalisés. Ils avaient comme objectif l'apprentissage à partir de l'expérience des autres organisations. C'est ainsi qu'un représentant d'une organisation de l'économie sociale d'un pays rendait visite à une autre organisation pendant environ une semaine afin de connaître sur le terrain le travail réalisé, la méthodologie employée, les problèmes rencontrés et les solutions proposés.

Petit tour d'horizon des différentes rencontres

Première rencontre (Pérou, 1995)

Participation :

15 organisations péruviennes, 15 organisations latino-américaines, 1 association locale française

Thème :

« Qu'est-ce que l'économie populaire ? Quid de son avenir ? »

Cette première rencontre a introduit le thème général, posé la problématique et les enjeux fondamentaux : « L'ES, dans un contexte de globalisation néo-libérale, peut-elle représenter une alternative de développement crédible ? »

Une constatation :

La complexité et l'hétérogénéité au sein de l'économie populaire ont été mises en évidence, mettant l'accent sur l'importance d'une approche basée sur le territoire, c'est-à-dire sur le vécu et l'historique propre à chaque lieu.

Pour les ONG, cela pose des questions comme :

- Avec qui et comment travailler ?
- Quelle priorité accorder ?
- Comment adapter les outils à cette diversité ?

Seconde rencontre (Chili, 1997)

Participation :

21 organisations latino-américaines, 10 institutions et 2 municipalités chiliennes, 2 réseaux d'économie solidaire (France et Belgique)

La participation de trois acteurs sociaux européens à la rencontre a permis la mise en commun progressive des problématiques entre Nord et Sud.

Thème : « L'associativité »

- L'associativité est conçue comme « l'ensemble des relations internes et externes des unités productives de l'économie populaire ». Elle concerne d'abord les relations (de solidarité) *entre* les membres des différentes unités de l'économie sociale qui fait que celles-ci ne sont pas *que* des unités économiques.

- Elle désigne aussi les liens *entre associations* (fédérations, unions d'associations...), mettant l'accent sur l'importance du renforcement d'acteurs économiques *collectifs*.
- Et enfin, l'associativité renvoie aussi aux relations des associations *avec d'autres acteurs* (Etat, acteurs privés....) qui donneront la possibilité de devenir un acteur social actif.

Deux constatations :

L'associativité est vraiment à considérer comme une valeur stratégique pour le secteur de l'économie sociale.

Pour les ONG, les questions seraient :

- « Quelles alliances faut-il développer afin que le secteur de l'économie populaire devienne vraiment un acteur de l'économie locale ? »
- « Comment renforcer les micro-entreprises de type associatif et autogestionnaire ? »

Il a été aussi vérifié que la présence de valeurs telles que la solidarité, la coopération, la collaboration,... dans l'économie populaire n'est ni spontanée ni régulière.

Pour les ONG, ces valeurs doivent donc constituer une dimension permanente du travail, car la pratique de ces valeurs est également perçue comme un facteur important de la viabilité de cette économie, de son sens et de sa portée politique.

Question « genre » : Il existe le risque que l'économie sociale se situe dans le prolongement des fonctions traditionnelles exercées par quelques groupes, comme le cas des femmes qui exercent des activités économiques dans la droite ligne du rôle qu'on leur a traditionnellement assigné. Ceci constitue une mise en garde nécessaire contre les pièges «d'instrumentalisation», si l'on veut que cette économie cesse d'être une reproduction pure et simple des systèmes traditionnels d'exploitation.

Troisième rencontre (Brésil, 1999)

Participation :

20 organisations de 8 pays latino-américains, 10 organisations brésiliennes et 7 européennes (3 françaises, 2 belges, 1 luxembourgeoise et 1 européenne), représentant du pouvoir public, organismes de développement régional, Banque de développement)

Thème :

La relation entre l'économie populaire et le développement local

Le thème du développement local impliquait de se poser la question :

- des enchaînements du processus productif (par exemple, les possibilités de vente des micro-entreprises, sur le marché local, aux grandes entreprises...)
- des politiques publiques et les relations entre les acteurs locaux.

Pour les ONG : il a été question de leur rôle dans ce processus et de leurs relations avec l'Etat :

- Comment travailler avec les pouvoirs publics tout en gardant une position autonome voire critique ?

- Comment influencer les politiques publiques liées à l'économie populaire ? Qui le fait, les ONG ou les acteurs concernés ?

La quatrième rencontre (Mexique , 2002)

Participation :

31 représentants d'ONG et organisations sociales d'Amérique latine, 2 d'Espagne, 4 de France, 1 du Luxembourg, 2 de Belgique et 4 d'institutions publiques et associations mexicaines

Thème :

« L'économie populaire et la micro-entreprise dans le développement »

Quelle place réelle pour les micro-entreprises : comment peuvent-elles contribuer à la croissance économique du pays ? Dans une économie marquée par la compétitivité et l'exclusion de grands secteurs de la population, ces initiatives sont-elles viables ?

L'Atelier se posait pour but de clarifier et approfondir les variables et les aspects les plus significatifs pour l'appui aux initiatives économiques populaires dans une perspective de développement local, de démocratie et de citoyenneté.

La cinquième rencontre - Lima 2004

Participation :

17 organisations péruviennes, 16 organisations latino-américaines et 5 organisations européennes (3 françaises, 1 espagnole, 1 européenne)

Thème :

« Globalisation, territoire et compétitivité des économies locales »

Les objectifs étaient les suivants :

- Aborder les différentes façons de voir la compétitivité territoriale...
- Se mettre d'accord sur des actions collectives entre les institutions et organisations des pays latino-américains et européens...
- Améliorer les connaissances sur des aspects encore très peu étudiés, tels que : les marchés de l'économie populaire et solidaire (formels, informels, en aval, en amont, locaux, nationaux, régionaux, internationaux...),

Question « genre » : Il faut savoir qu'il est difficile d'encourager la participation des femmes aux organisations, et surtout, il est difficile que les femmes adoptent un rôle d'interlocutrices face aux pouvoirs publics. Mais ces organisations sont également conscientes qu'il est indispensable de commencer à faire ce travail avec elles. Ce sujet a été spécifiquement abordé surtout lors des deux dernières rencontres.

L'implication des acteurs Nord dans l'Atelier Permanent

Au début de la dynamique de l'Atelier Permanent, les organisations européennes de l'économie sociale et solidaire qui y participaient avaient un simple rôle d'observateur. Pour Frères des Hommes, c'était le commencement de nouveaux liens de partenariat avec ces organisations. Contribuer à faire connaître la réalité latino-américaine était un des objectifs de ce travail.

Au fur et à mesure que la dynamique a pris plus d'ampleur, le rôle des associations et organisations européennes est devenu plus actif : elles ont fait des exposés sur la particularité de l'économie sociale dans des pays européens, le rapport qu'elle entretient avec les pouvoirs publics, la motivation (ou démotivation) des participants de l'économie sociale, la portée de ce type d'économie...

Lors des dernières rencontres, les partenaires latino-américains et européens avaient déjà une connaissance plus approfondie des différences entre les deux types de réalités, ainsi que des défis et des potentialités de ce secteur dans chaque continent. Cela a rendu les rencontres plus riches et les uns ont pu apprendre des autres afin de faire des propositions de changements dans chaque pays.

C'est ainsi que les Latino-américains ont trouvé dans la réalité européenne une source d'inspiration pour interpeller les pouvoirs publics afin que l'économie populaire et sociale soit plus soutenue et encouragée. Un exemple : inspirée des expériences européennes, l'une des revendications de plusieurs organisations latino-américaines a été la création d'un Ministère de l'économie sociale dans leur pays, comme cela existe en Europe. Les Latino-américains ont également accentué leurs demandes de subsides en voyant ce qui existe sur le vieux continent.

De même, les acteurs européens se sont montrés fort intéressés par la communication et la connaissance mutuelle existant entre les organisations du Sud. Les Européens se sont rendu compte qu'ils étaient enfermés et isolés dans leur réalité et que la création de réseaux était importante pour faire avancer l'économie sociale. A la lumière de ce qui se passe dans les pays du Sud, les organisations européennes de l'économie sociale se sont questionnées sur la place des subsides de l'Etat : un excès d'appui ne risquerait-il pas de provoquer une démobilisation de l'économie sociale, de l' « instrumentaliser » ?

Conclusion

L'Atelier Permanent, selon les différents participants, a plusieurs points forts :

- Il permet d'avoir un positionnement international sur l'économie sociale en tant qu'alternative à l'économie capitaliste
- De ce fait, il permet de mettre en pratique une notion de partenariat Nord/Sud qui dépasse le simple financement du Nord vers le Sud. Il s'agit d'une nouvelle conception de coopération où l'on discute des problèmes qui touchent aux différentes organisations au niveau planétaire, sans pour autant oublier que les relations entre le Sud et le Nord de la planète continuent à être inégales
- Il oriente l'action des travailleurs de terrain, ainsi que les réflexions autour de ce sujet
- Il permet de mieux cadrer les échanges Nord/Sud (échanges d'expériences)

- Il permet de renforcer l'innovation en matière d'éducation au développement : on peut toucher le public des alternatives économiques en Europe, on peut faire alliance avec les organisations qui les représentent

L'Atelier est une expérience qui vaut la peine à plusieurs titres. Par exemple, on se rend compte que les pouvoirs publics et les organismes internationaux accordent de plus en plus d'attention aux propositions des ONG et des mouvements sur l'économie populaire, les alternatives à la création d'emplois leur faisant sérieusement défaut.

Par ailleurs, ce type d'expérience révèle encore la fragilité des structures de l'économie sociale. Cela se traduit, dans ce cas-ci, par la difficulté d'organiser la rencontre prévue en 2007. Il apparaît en effet que beaucoup de personnes ayant participé à des versions antérieures ont changé de place, ou que certaines organisations d'économie sociale n'existent plus. Oui, malgré les réalisations passées, il y a encore là manifestement une certaine difficulté à s'installer dans la durée...

Remarque :

Cet article est extrait du CD-ROM « ONG et acteurs de l'économie sociale en Belgique – Petit guide pour promouvoir des actions de collaboration » réalisé par Xavier Moser avec la collaboration du Groupe Nord/Sud - décembre 2006 – Disponible chez Frères des Hommes Belgique

Sources :

- *Atelier Permanent Mexique 2002*
- *Atelier Permanent Pérou 2004 - Présentation globale*
- *Atelier Permanent Pérou 2004 - Conclusions*
- *Atelier Permanent Pérou 2004 - Activités*
- *Activités économiques populaires en milieu urbain - FdH Europe*
- *“As MEPUs o desenvolvimiento local. III Taller Permanente – Brasil » Recife 2001*
- *« La Economía Popular y la Microempresa en el Desarrollo. Taller permanente sobre la Economía Popular y Solidaria México 2002*
- *« Globalización, Territorio y Competitividad de las economías locales – Resoluciones. V Taller Permanente » Lima 2004*

Frères des Hommes est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France ? En Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développement dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale.